



# La nationalité ne s'achète pas!

■ *Francisco Ruiz lebt seit 1963 in der Schweiz. Eine Einbürgerung kommt für den Spanier nicht in Frage, denn sie käme einem Verrat an seinem Heimatland gleich.*

Francisco Ruiz, ressortissant espagnol, a fait un parcours sans faute. 40 ans en Suisse, une vie intensément vécue, une vie de participation, une intégration parfaitement réussie, des décennies de lutte pour l'intégration des étrangers. Pourquoi alors ne pas s'être naturalisé? Son explication.

3 octobre 1963. Francisco Ruiz, né en Andalousie, arrive à Neuchâtel. Il n'a que 23 ans. La théologie l'intéresse et il vient en Suisse pour suivre une formation. Après deux ans d'études à Lausanne, il poursuit ses études à Neuchâtel. Parallèlement aux études, il s'occupe de ses compatriotes, émigrés dans le canton. La semaine il étudie la théologie, le week-end il accompagne et informe les Espagnols établis dans la région. Sa «carrière» dans le domaine de la migration commence à ce moment-là, une carrière qui est, aujourd'hui, longue de 40 ans.

Depuis 1967 il travaille au Centre Social Protestant CSP à Neuchâtel, s'occupant essentiellement de la communauté espagnole. Il restera dans cette ville de 1967 à 1975, en participant alors à la création de plusieurs organisations espagnoles. En 1975, on lui propose un poste au CSP à Lausanne. Il accepte le défi et s'en va.

Le travail au CSP se poursuit, son engagement auprès de sa communauté et dans le mouvement associatif aussi. Francisco Ruiz lutte pour les droits de sa communauté à différents niveaux. Il la représente auprès des autorités espagnoles. Bien intégré, connaissant bien la réalité suisse, Francisco Ruiz est l'un des délégués choisis pour représenter les organisations espagnoles au sein de la CFE. En 1992 il en devient membre et pendant huit ans il y participe activement. Elu également aux Chambres consultatives de la ville de Lausanne et du canton de Vaud, il s'engage encore aujourd'hui au niveau cantonal

et participe activement au Forum suisse pour l'intégration des migrantes et des migrants, dont il a été l'un des fondateurs et vice-président.

40 ans en Suisse, une vie intensément vécue, une vie de participation, des décennies de lutte pour l'intégration des étrangers. Pourquoi ne pas se naturaliser?

«Dans ma famille», explique Francisco Ruiz, «seule ma fille cadette s'est naturalisée. La naturalisation est très importante pour la deuxième génération. Dans les années 80, on ne se posait pas cette question. On était reçu en tant que travailleur. On luttait en ce temps-là pour être bien traité. Et on ne voulait pas renier le pays d'origine. La situation a changé avec les générations suivantes. Le schéma de fidélité au pays d'origine a perdu de son acuité. On veut que les enfants aient tous les droits.» Lui-même, dans les consultations au CSP, il informe et conseille les jeunes sur la naturalisation. Le mot «naturalisation», qui n'appartenait pas au vocabulaire de la première génération, devient quelque chose de logique pour les jeunes.

«Non, je n'ai jamais senti le besoin de me naturaliser», souligne Francisco Ruiz. «La naturalisation n'aurait en rien changé les bonnes relations que j'ai avec les Suisses. Mais il y a encore d'autres aspects: la fidélité aux origines marque fortement la première génération; acquérir la nationalité suisse aurait été ressenti comme le reniement du pays natal! Et puis, devoir payer pour devenir citoyen d'un autre pays, c'est une aberration!»

Francisco Ruiz compare la naturalisation à la conversion à une autre religion. «Si je me convertis, je le fais parce que je sens que je dois le faire et parce que les autres m'acceptent parmi eux. Le changement de religion ne se paie pas. On s'achète un manteau, une paire de chaussures! Pas une religion, pas une nationalité! Une nationalité doit être offerte. Elle ne doit pas être achetée. Il ne s'agit pas d'une marchandise.»